

# DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

## Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2<sup>ème</sup> séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/27

**OBJET : Modification de la délibération COM 2014-03-06 du 18 Mars 2014 relative au lissage et vote du taux de la contribution foncière des entreprises**

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

**PRESENTS : (31)**

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**Conseillers Absents ayant donné procuration : 3**

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

**Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,**

**Conseiller absent : MITEL Florent**

**A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX**



**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer**

**VU le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de communes du Nord Grande-Terre en Communauté**

d'Agglomération ;

**VU** le code général des impôts notamment son article 1638 quater alinéa 2 du II bis ;

**VU** la délibération COM 2014-03-06 du 18 mars 2014 portant lissage et vote du taux de la contribution foncière des entreprises pour l'année 2014 ;

**Considérant** qu'il convient de reprendre le taux de CFE 2013 d'une des communes membres et que se trouve modifiés le taux moyen pondéré applicable en 2014 ainsi que la durée de lissage autorisée par le code général des impôts;

## **Le Conseil communautaire ;**

OUI l'exposé du Président

**Après avoir délibéré et voté à l'unanimité.**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De modifier la délibération COM 2014-03-06 du 18 Mars 2014 portant lissage et vote du taux de la contribution foncière des entreprises de l'année 2014 ;

**ARTICLE 2 :** De voter, en application du régime dérogatoire, le taux moyen pondéré de la contribution foncière des entreprises au titre de l'année 2014 à hauteur de 27,44 %

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article 1638 quater alinéa 2 du II bis d'opérer une application progressive de ce taux sur une durée de dix ans.

**ARTICLE 4 :** Le Président et la Directeur Départementale des Finances Publiques Services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

**COURRIER ARRIVÉ LE:**

**07 MAI 2014**

**S/PREFECTURE DE POINTE-À-PITRE**

- Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-A-Pitre

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*